Visite du ministre des Affaires étrangères du Burundi

A l'invitation du ministre d'État aux Relations extérieures, M. Pierre De Bané, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Burundi, M. Édouard Nzambimana, a effectué une visite au Canada du 30 mai au 2 juin.

Durant son séjour, le ministre burundais s'est entretenu notamment avec son hôte, M. De Bané, avec le ministre de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, et avec M. Serge Joyal, ministre d'État.

Le ministre Nzambimana a eu également des entretiens avec les hauts responsables de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et de Petro-Canada International.

La visite du ministre Nzambimana a permis de consacrer la relance des relations bilatérales entre le Canada et le Burundi. Les entretiens se sont déroulés dans un esprit de cordialité et de coopération souligné par une large convergence de vues de part et d'autre.

Questions bilatérales

Au chapitre de la coopération entre les deux pays, le Canada a fait part de son désir de renforcer son aide au développement du Burundi. Les autorités canadiennes ont, en effet, annoncé les grandes lignes selon lesquelles s'articulera le programme de coopération. Une enveloppe budgétaire d'environ \$3 millions y sera affectée. Une grande partie des fonds disponibles sera consacrée à l'assistance technique comprenant l'octroi de bourses de formation dans divers domaines. L'autre partie servira à financer des projets relatifs à la coopération institutionnelle et industrielle, aux organismes non gouvernementaux et aux fonds administrés par la mission.

En ce qui concerne la prospection pétrolière, Petro-Canada International s'est engagé à étudier de près les rapports provenant de certaines sources indiquant la présence possible de pétrole dans le sous-sol burundais et, le cas échéant, à donner suite à ces études.

Questions internationales

Sur les questions internationales, les discussions ont permis de faire le point sur la situation qui prévaut notamment en Afrique de l'Est, au Sahara occidental et en Afrique australe. En ce qui concerne la Namibie, le ministre burundais a répété à de multiples reprises qu'il appréciait les



Le ministre d'État aux Relations extérieures, M. Pierre De Bané (à gauche), accueille M. Édouard Nzambimana, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Burundi.

efforts soutenus du Canada visant à régler le problème namibien. Il fut, à cet égard, réitéré au ministre Nzambimana que le Canada désirait que la Namibie obtienne son indépendance le plus tôt possible au moyen des dispositions entourant la résolution 435 du Conseil de sécurité.

Le Ministre s'est ensuite rendu à Montréal où l'Institut canadien des affaires africaines a offert un dîner en son honneur le 1er juin. Toujours à Montréal, M. Nzambimana a renconté les responsables de certains organismes non gouvernementaux, ainsi que des représentants de la colonie burundaise.

Le Canada apporte son aide aux victimes des inondations au Yémen

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, a annoncé qu'une subvention de \$50 000 de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) servirait à fournir des secours d'urgence aux habitants du Yémen, victimes d'inondations.

L'argent servira à l'achat d'épurateurs d'eau, de médicaments, de tentes et de couvertures.

Le gouvernement du Yémen estime que les inondations, d'une ampleur considérable, ont laissé 50 000 personnes sans abri.

Accord d'assurance-investissement entre le Canada et Malte

Un accord récent entre le Canada et Malte vise à favoriser l'essor du commerce et des investissements dans l'intérêt des deux pays.

Le haut-commissaire du Canada à Malte, M. Ghislain Hardy, et le secrétaire par intérim du ministère des Affaires étrangères de Malte, M. Edwin A. Causon, ont signé l'accord le 24 mai, à La Valette (Malte).

Cet accord est relié directement au programme d'assurance-investissement à l'étranger administré par la Société pour l'expansion des exportations (SEE) du Canada.

Le Canada a déjà signé 30 accords de cette nature avec des pays d'Asie, d'Afrique, des Antilles, d'Europe et du Pacifique. Des négociations se poursuivent avec 16 autres pays.

L'accord facilitera l'assurance des investissements aux termes du programme de garantie d'investissements de la SEE, programme qui protège les investisseurs canadiens contre la perte de leurs investissements à l'étranger par suite d'aléas politiques dans le pays hôte.

Le comité de l'énergie de la CDA se réunit à Ottawa

Le comité de l'énergie de l'organisation Coopération pour le développement de l'Afrique (CDA) s'est réuni à Ottawa les 25 et 26 mai, sous la présidence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan.

La rencontre a réuni des spécialistes de l'énergie et des experts sur les questions africaines d'Allemagne de l'Ouest, de Belgique, du Canada, des États-Unis, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie.

Le Comité a discuté de la façon la plus efficace de mettre en oeuvre, en collaboration avec les pays africains, des projets qui permettront à ces derniers de mieux faire face à la crise énergétique actuelle. Les participants ont examiné des propositions de co-entreprises, dont certaines étaient avancées par le Canada.

Étaient également à l'ordre du jour les questions de l'énergie renouvelable, de la conservation et de la planification des ressources énergétiques.

La première réunion de ce comité a eu lieu en janvier dernier.

L'organisation-mère, Coopération pour le développement de l'Afrique, a été créée